



Doctrine

- LES PRINCIPALES CONDAMNATIONS RÉCENTES EN DROIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES** 4
par Bertrand Thoré
- FICHE INDEMNISATION DES PRÉJUDICES : TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS (15^e CH.), 28 MAI 2004** 6
par Bertrand Thoré
- LE CORRESPONDANT À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL : UN MAILLON IMPORTANT DE LA RÉFORME** 7
par Alain Bensoussan, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- ENTRE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET LE MARCHÉ PUBLIC DANS LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS À HAUT DÉBIT (3^e PARTIE) : LE NOUVEAU CADRE D'INTERVENTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES** 14
par Daniel Véret et Valérie Cotto, avocats, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE : AU CONFLUENT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DES DONNÉES PUBLIQUES (2^e PARTIE)** 20
par Laurence Tellier-Loniewski et Anne Belmont, avocats, Alain Bensoussan-Avocats, Paris

Dossier spécial Internet

- LES CONTRATS SOUSCRITS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE : DE NOUVELLES CONDITIONS DE "VALIDITÉ"** 24
par Éric Barbry, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- LE LÉGISLATEUR FRANÇAIS ENCADRE LE NOMMAGE EN FRANCE : LE CONTRÔLE DES ORGANISMES DE NOMMAGE PAR L'ÉTAT** 29
par Marie-Emmanuelle Haas, Avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- BILAN DES LITIGES RELATIFS À LA RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DES CRÉATEURS DE LIENS HYPERTEXTES ABUSIFS OU POINTANT VERS DES SITES ILLICITES** 32
par Emmanuelle Garnier, Docteur en droit

Jurisprudence

- INFORMATIQUE** 36
Internet - Contrat d'accès - Suspension - Spamming - Conditions générales d'utilisation - Dispositions contractuelles - Image des services fournis
(Note Emmanuelle Garnier), Trib. com. Paris 8^e ch., 5 mai 2004

Sommaires de jurisprudence

- POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS** 41
Téléphone - Renseignements téléphoniques - Formats de numérotation - Obligations de l'ART - Principe d'égalité entre opérateurs de télécommunications - Concurrence effective et loyale
Cons. d'État (sect. cont.), 25 juin 2004

DÉPENDANCES DU DOMAINE PUBLIC	42
Contravention de grande voirie – Matériels informatiques et logiciels – Câbles – Biens mobiliers – Dépendance du domaine public – Imprescriptibilité – Inaliénabilité Cons. d'État, 28 mai 2004	
TRAVAIL	43
Pouvoir de direction de l'employeur – Implantation des appareils de pointage – Éloignement des vestiaires et des salles de pause – Temps de déplacements constituant un temps de travail effectif – Injonction à l'employeur de modifier l'implantation des appareils de pointage (non) Cass. soc., 13 juillet 2004	
TRAVAIL	44
Licenciement – Motifs – Utilisation de la messagerie électronique mise à disposition par l'employeur pour émettre un courriel contenant des propos antisémites – Faute grave – Propos déplacés – Caractère fautif Cass. soc., 2 juin 2004 (2 arrêts)	
TRAVAIL	44
Abus de confiance – Abus de confiance proprement dit – Détournement frauduleux – Contrat de travail – Préposé – Utilisation d'un ordinateur mis à sa disposition – Connexion internet utilisée à des fins personnelles pour visiter des sites érotiques – Délit constitué – Action civile – Qualité pour l'exercer – Commettants – Détournement frauduleux de la part d'un préposé – Préjudice direct – Constitution de partie civile – Recevable Cass. crim., 19 mai 2004	
MINEUR	45
Messages à caractère violent ou pornographique – Atteinte à la dignité humaine – Diffusion – Intention délictuelle – Correspondance privée – Courrier électronique – Mot de passe – Accès Cass. crim., 3 février 2004	
CONSOMMATION	46
Contrat – Abonnement – Téléphonie mobile – Clauses abusives ou illicites – Dépôt de garantie – Consommateur – Modification – Résiliation – Motif légitime – Délai de préavis – Vol – Obligation de résultat – Interruption C. Versailles (14 ^e), 4 février 2004	
MARQUE	48
Liberté d'expression – Smiley – Services de télécommunication et de messagerie électronique – Moteurs de recherche – Acte de parasitisme – Intérêt à agir – Dénigrement – Concurrence déloyale et parasitaire – Contrefaçon – Accessibilité – Territoire – Lien de rattachement – Public visé Trib. gr. inst. Créteil (1 ^{re} ch. civ.), 2 mars 2004	

**Base de vues
juridiques – Alain Bensoussan**

51

TOUTE REPRODUCTION MÊME PARTIELLE EST INTERDITE, SAUF EXCEPTIONS PRÉVUES PAR LA LOI
La réalisation de panoramas de presse sur intranet incluant un extrait du contenu de la présente publication est conditionnée à la conclusion d'un accord avec le Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC).